

**Russie - Syrie - Ukraine - Libye -
Corée du Nord - Conférence de
presse conjointe de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de son
homologue russe, M. Sergueï
Lavrov - Propos de M. Le Drian**
(Moscou, 08 septembre 2017)

Merci. Je me réjouis que nous nous retrouvions pour la troisième fois en trois mois, pour des entretiens très francs et très positifs avec mon ami Sergueï Lavrov.

Nous avons pu faire le point sur le renforcement de notre relation bilatérale. Je considère, en particulier, que la mise en place du dialogue du Trianon - dont les principes avaient été décidés à Versailles le 29 mai dernier, lors de la rencontre entre le président Poutine et le président Macron - fait que désormais cet outil soit mis en oeuvre. Le dialogue du Trianon permet de favoriser la concrétisation d'initiatives citoyennes visant à développer les échanges et la coopération entre les sociétés russe et française ; de diffuser dans ces sociétés la connaissance des relations franco-russes, de leur histoire, et met en valeur le patrimoine de la culture commune entre nos deux pays. Une logique d'échanges renforcés se met en oeuvre à partir de cette initiative, c'est déjà un symbole et un signe du renforcement de nos relations, qui se manifestera aussi par la tenue du CEFIC dont a parlé il y a un instant mon ami Lavrov.

Nous avons aussi abordé les questions internationales. Nous avons ensemble évoqué la question syrienne à un moment où Daech recule considérablement et où se pose, dès à présent, la question de l'après Daech et de l'engagement d'un processus politique.

La France a quatre principes de base pour identifier les acteurs susceptibles de porter le processus politique. D'abord, le renoncement à tout usage de l'arme chimique ; ensuite, la volonté et la détermination à éradiquer toutes les formes de terrorisme. Troisièmement, le fait que l'accès humanitaire soit possible partout et pour tous - j'entends bien pour les populations civiles. Il faut donc que chacun des acteurs s'engage dans cette direction, et enfin qu'une désescalade et un cessez-le-feu puissent permettre au processus politique de se mettre en oeuvre. À partir du moment où l'ensemble de ces conditions sont réunies, je pense qu'à l'Assemblée générale des Nations unies, à l'initiative du P5, le processus politique pourra s'engager afin de mettre progressivement fin à ce que l'on peut considérer comme un désastre humanitaire et une souffrance majeure d'un peuple qui demande maintenant à se retrouver. C'est sur ces bases-là que nous comptons poursuivre ensemble notre action.

Nous avons abordé la question de la Libye, nos points de vue sont proches. Je me suis rendu moi-même il y a deux jours en Libye où j'ai pu rencontrer l'ensemble des acteurs, que ce soit à Tripoli, à Misrata, à Benghazi ou à Tobrouk, sur la base des propositions qui avaient fait l'objet d'un accord à Paris entre le Premier ministre Sarraj et le maréchal Haftar.

Il semble qu'aujourd'hui les efforts convergent et que l'on peut s'orienter vers un processus d'aménagement des accords de Skhirat, sous la houlette de l'envoyé des Nations unies M. Salamé afin d'aboutir à une solution inclusive et durable en Libye. C'est en tout cas un point de vue que nous partageons.

Sur la question ukrainienne, nous avons constaté que le cessez-le-feu - dit cessez-le-feu de rentrée - entré en vigueur le 25 août, a permis une baisse assez significative de l'intensité des combats ; pas tout à fait l'arrêt des combats, mais un signe très fort. Nous souhaitons que ce cessez-le-feu puisse se poursuivre et que, parallèlement, les autres étapes du processus puissent se mettre en oeuvre, qu'il s'agisse du retrait des armes lourdes, des zones de désengagement et de l'avancée politique des accords de Minsk à l'initiative du parlement ukrainien.

Nous sommes donc toujours dans la logique du maintien des accords de Minsk et de leur mise en oeuvre.

J'ai entendu mon collègue Lavrov faire part d'une initiative de la Russie visant à faire en sorte que les Nations unies puissent contribuer à la sécurité des agents de l'OSCE présents sur le terrain, et qui vérifient la mise en place des accords. Cette initiative, nous en prenons connaissance et nous allons donc l'analyser et étudier en particulier sa mise en oeuvre, avec l'application stricte des accords de Minsk, mais j'ai de l'intérêt pour cette initiative. En effet, c'est la première fois que la Russie initie une présence des Nations unies sur ce théâtre aujourd'hui, soumis aux bouleversements que vous connaissez.

Enfin, sur la Corée du Nord, ce qui vient de se passer est un changement qualitatif important. C'est une rupture par rapport aux essais balistiques et nucléaires antérieurs puisque, dès à présent, on peut considérer que la Corée du Nord va avoir rapidement les moyens d'agir par l'intervention de vecteurs nucléaires opératoires. C'est donc une rupture, c'est une situation totalement nouvelle qui importe une prise de position du conseil de sécurité des Nations unies, une prise de position des membres permanents. Nous l'avons fait, la France l'a fait. Cela nécessite les sanctions et les pressions nécessaires pour amener la Corée du Nord à la table des discussions. C'est ce que nous souhaitons et en tout cas, c'est ce que nous déclarerons lors de la réunion du conseil de sécurité des Nations unies qui sera organisée à cette fin.

Q - En Syrie, pensez-vous qu'il y ait plus de marge de manoeuvre dans la coopération entre la France et la Russie ? Et plus de chance de parvenir à une solution politique, notamment sur le sort de Bachar al-Assad ?

R - Daech n'est pas éliminé. Il y a, c'est vrai, des mouvements importants en ce moment vers Deir ez-Zor. La bataille de Deir ez-Zor n'a pas encore eu lieu et la bataille de Raqqa n'est pas achevée.

Ceci étant, nous commençons à entrer dans la période de l'après-Daech. Et nous pensons que le moment est venu pour que le processus politique visant à définir la suite se mette en oeuvre.

Pour cela, nous avons discuté avec Sergueï Lavrov des outils permettant au processus politique de se mettre en oeuvre. Je pense que les conditions sont réunies pour que nous puissions, au moment de l'Assemblée générale des Nations unies, marquer les premières étapes de cette mise en oeuvre.

Nous avons dit que nous pouvons commencer la mise en oeuvre d'un processus politique sans préalable, c'est-à-dire sans le préalable du départ de Bachar al-Assad. La France est par ailleurs convaincue que Bachar al-Assad n'est pas la solution et l'aboutissement du processus politique, car on ne voit pas comment la réconciliation syrienne pourrait se faire après que Bachar al-Assad a provoqué à la fois les massacres que l'on connaît et le départ de très nombreux réfugiés. Il faut mettre en oeuvre le processus politique et nous n'avons pas fait de Bachar al-Assad un préalable à la discussion.

Q - Comment voyez-vous le processus de transition en Syrie si Bachar al-Assad n'en fait pas partie ?

R - Il faut mettre en place un processus politique qui devrait permettre de mettre en oeuvre à la fois un calendrier, un agenda et une consultation du peuple syrien. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que le P5 s'en saisisse rapidement.

C'est dans le cadre de cette procédure que se mettront en place les transitions politiques et la réorganisation constitutionnelle de cet État dont nous souhaitons très fortement le maintien de l'intégrité.

Q - La presse française affirme que les pays partenaires de Paris - la Belgique, l'Allemagne, l'Italie - travaillent activement avec les services secrets syriens, par exemple sur la question du djihadisme. Cependant, la France refuse de le faire pour des raisons de principes. Pourquoi ne veut-elle pas suivre l'exemple de ses partenaires européens ?

R - En ce qui concerne les services secrets, la France prend ses responsabilités. Elle décide elle-même de l'envoi ou pas des services secrets. Et lorsqu'elle décide de faire telle ou telle opération, elle ne le dit pas publiquement lors d'une conférence de presse, la Russie non plus.

Q - Le président Poutine a fait des propositions concernant le déploiement de forces des Nations unies dans le Donbass, qu'en pensez-vous ? Il semble qu'il y ait un désaccord entre les parties ukrainiennes et russes sur le mandat qui serait accordé à cette force de protection, pensez-vous que cette force doive se déployer uniquement sur la ligne de front, ou plus généralement sur l'ensemble du territoire concerné ? Peut-il y avoir des acteurs russes membres de cette force de protection ?

R - Nous avons pris acte avec intérêt de l'initiative russe visant à diligenter les éléments d'une opération de maintien de la paix pour protéger les responsables de l'OSCE qui vérifient la mise en oeuvre des accords de Minsk. Nous étudions cette initiative et son articulation avec les accords de Minsk et sa faisabilité, puisque cela nécessite obligatoirement un accord de la partie ukrainienne.

Q - Le président Macron a plusieurs fois répété son attachement au processus de Minsk. L'Ukraine n'a toujours pas mis en oeuvre la réforme constitutionnelle, l'amnistie, le statut spécial de la région du Donbass ; la France va-t-elle inciter l'Ukraine à remplir ces conditions ?

R - Nous considérons qu'il faut qu'il y ait tout Minsk, rien que Minsk. C'est la raison pour laquelle nous regarderons avec beaucoup d'attention la proposition russe pour la mobilisation de certains éléments de l'ONU afin de garantir, de manière supplémentaire, la sécurité dans la zone.

Il n'empêche qu'il y a, pas à pas, des efforts à faire. Que le cessez-le-feu soit maintenu est une bonne chose, mais il importe que, des deux côtés, des pressions soient mises en oeuvre pour que chacun remplisse ses obligations. C'est le cadre du format Normandie qui le permet, il n'y a pas d'autre issue que ce cadre-là, il n'y a pas de «plan B», il faut que chacun s'en rende compte.

Q - En ce moment, l'arrestation du metteur en scène Kirill Serebrennikov suscite beaucoup d'émoi, en Russie comme en France

R - Nous sommes soucieux de la situation de ce metteur en scène qui a par ailleurs beaucoup contribué à la coopération culturelle entre la Russie et la France. Son assignation à résidence, confirmée en appel lundi dernier, nous alarme et nous amène à regretter publiquement l'impact de cette affaire sur la liberté d'expression dans la création artistique en Russie. Nous espérons un dénouement rapide de cette situation./.